

Le paysage médiatique algérien

Par A. Hamma*

Les informations qui filtrent ici et là font état du lancement de la réflexion autour de la refonte ou de l'«ouverture» du paysage médiatique national en association avec les professionnels du secteur qui auraient été invités à formuler leurs propositions. Ce débat, qui devrait aboutir à la reformulation de la loi sur l'information et à une nouvelle organisation des activités médiatiques, s'inscrit dans la dynamique des réformes politiques annoncées par le pouvoir. Il reste à espérer que la «volonté politique affichée» aille au fond des questionnements et des attentes de la profession, des acteurs politiques, de la société civile et des citoyens de façon générale.

De quelques éléments doctrinaux de refondation du paysage médiatique national

Il n'échappe à personne, aujourd'hui, que le prodigieux développement que connaissent les moyens de communication pose des interrogations nouvelles aux Etats quelle que soit la nature de leur système politique. Ces interrogations concernent tant la conception doctrinale qui sous-tend la production informative et communicationnelle que les formes d'organisation et de gestion de l'entreprise de presse. Par ailleurs, on assiste présentement à l'échelle mondiale à une transformation radicale des conditions politiques, techniques, technologiques et financières à partir desquelles se réalise la communication sous toutes ses formes — écrite, parlée et filmée. Cette évolution s'est cristallisée autour des inter-relations complexes entre la forme et le contenu du produit informatif. Ce processus a eu pour conséquence le passage brutal d'un mode de fabrication traditionnel de l'information à un mode de production industriel à forte intensité capitaliste. De ce fait, l'organisation, le fonctionnement, les mécanismes de management de l'entreprise de presse ont-ils été adaptés en fonction des objectifs politiques et de l'impératif économique qui préside à toute industrie naissante. Dans ce contexte, tous les Etats interviennent de plus en plus activement dans le financement des activités informatives sous forme d'aides directes ou indirectes, par des soutiens multiformes. Il s'agit pour ces derniers de garantir la liberté de la presse, en renforçant les conditions de son fonctionnement pluraliste, comme réponse aux exigences de leurs opinions publiques respectives.

En Algérie, d'un point de vue rétrospectif, le mode de gestion de l'information et de la communication a été caractérisé par de grands moments. Un moment, où l'information et la communication ont été «fortement centralisées». Période marquée par le fonctionnement monolithique des institutions — le pouvoir se prévalant de la «légitimité révolutionnaire» distillait un message unidirectionnel, censé exprimer la volonté du peuple, à l'endroit des «masses populaires», censées, quant à elles, adhérer naturellement à une politique qui prétendait faire leur bonheur.

L'autre période, à partir des années 89/90, dite «démocratique», marquée par le fonctionnement pluraliste des institutions conséquemment à l'adoption de la Constitution de 1989. Le pouvoir, dans son fonctionnement, comme dans sa nature, sous-tendu par la structuration

de ses intérêts objectifs et subjectifs, se prévalait d'une démarche d'association des citoyens, de la société civile ainsi que de la société politique, à la gestion des affaires de la cité. Le message informatif et communicationnel était supposé exprimer des consensus qui émaneraient de l'ensemble des acteurs politiques et sociaux. Ainsi, l'interaction des intérêts différenciés qui animaient la société d'alors devait alimenter la dynamique de la gestion des moyens d'information et de communication nationaux.

C'était, entre autres faits marquants, le début de l'aventure intellectuelle de la presse écrite indépendante, que le pouvoir «liberticide», dans son «opportunisme légendaire», n'hésitait pas à exhiber comme «alibi démocratique» à destination de la consommation extérieure. Le secteur audiovisuel, quant à lui, est demeuré otage du dirigisme étatique et du monopole des partisans des «constantes nationales» avec tous les dégâts collatéraux en termes de régression politique et sociale que tout le monde connaît. Au demeurant, et de façon plus large, toutes les conquêtes démocratiques, nées dans le sillage d'Octobre 88, ont été confisquées par les gouvernants. La belle aventure intellectuelle allait vite tourner au cauchemar, et la presse indépendante n'a jamais cessé de subir leurs foudres : censure, suspension, harcèlement judiciaire, emprisonnement de journalistes, chantage économique et financiers à travers notamment la manne publicitaire et le monopole des moyens d'impression.

De la liberté de la presse et de la démocratie

La liberté de la presse a de tous temps été liée aux luttes des femmes et des hommes pour leur émancipation et pour la démocratie. Sans remonter loin dans l'histoire et pour ne s'arrêter qu'à la fin du XVII^e siècle, la quasi-majorité des Etats européens, de même que les Etats-Unis d'Amérique, avaient inscrit, dans leurs Constitutions respectives, «la liberté de la presse comme fondement de la liberté d'expression. Cette réalité historique a certainement été confortée par les tristes épisodes qu'a connus l'humanité au début du XX^e siècle, marqué par le fascisme, qui avait violemment réprimé la liberté de la presse.

En vérité, en dépit des vicissitudes de l'histoire, la presse continue encore, à notre époque, de s'imposer comme dynamique universelle de réponse aux besoins des peuples d'exprimer leurs idées et leurs opinions ; le combat pour la démocratie n'a jamais cessé.

Aussi, l'histoire contemporaine nous enseigne également qu'après la Seconde Guerre mondiale (39-45), les régimes coloniaux, dont la France pour ce qui concerne notre pays, ont toujours sévi en réprimant l'aspiration des peuples à la liberté et à l'indépendance à travers les atteintes à la liberté de la presse.

«Une véritable liberté de la presse n'existait pas dans les vastes recoins d'Asie et d'Afrique, continents réduits au statut colonial... Les quelques journaux paraissant dans les pays assujettis étaient aux mains et aux ordres d'Européens, ils répondaient aux besoins d'information qui exprimaient les idées de la communauté au pouvoir.

Progressivement, des journaux appartenant à des Asiatiques et à des Africains sont apparus et ont joué un rôle dans la lutte pour la conquête des droits démocratiques et la libération nationale. Ils ont été soumis à toute sorte de mesures répressives et souvent saisis ou interdits lors des périodes d'agitations.»

Du statut de l'information en général et de l'entreprise de presse en particulier

Le statut de l'information a de tout temps exprimé le rapport des forces politiques dans chaque société. Au demeurant, sous la pression des exigences

historiques, l'information — écrite, parlée et filmée — s'est différenciée progressivement comme activité sociale spécifique avec son propre objet, ses propres règles et sa méthode. Ainsi, du droit à la liberté d'expression et de la liberté de presse, proclamé en 1789 par la Déclaration des droits de l'homme dans son article 11 : «La libre communication de ses pensées et ses opinions est un des droits les plus précieux pour

l'homme, tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement» ; on est passé au droit de l'information que des organisations internationales telles que l'Unesco avaient fait leur «credo». Dès lors, la lutte des idées aidant, le législateur, la société civile, la société politique allaient s'intéresser aux formes d'organisation et au mode de fonctionnement du système d'information en général et au statut des médias en particulier. Il s'agissait en fait de l'émergence de préoccupations nouvelles relatives à la nature de «l'entreprise de presse» et des statuts qui la régissent. Perçus sous cet angle, les statuts de l'entreprise de presse ont «tantôt exprimé de façon concentrée des consensus autour des formes d'organisation, de gestion et de fonctionnement de cette dernière, tantôt reflété la domination sectaire et exclusive d'intérêts catégoriels précis de groupes sociaux dirigeants, et la diffusion de conceptions idéologiques, politiques et économiques qu'ils véhiculent».

Ces règles, puisées de l'enseignement pratique du fonctionnement des médias à travers de multiples expériences universelles, en fonction du système sociopolitique de chaque pays, permet de formuler des remarques particulières s'agissant des pays en développement. Après la Seconde Guerre mondiale, et sous la pression de l'accélération

du mouvement de libération nationale, les Etats nouvellement indépendants, centralisés et monolithiques ont de fait dirigé et orienté l'information — d'où les missions d'orientation et de contrôle que s'attribuaient les centres de pouvoir chargés de l'information en Algérie par exemple, pour ne citer que notre pays. Dans leur croyance de représenter «légitimement» les intérêts de tout leur peuple, ces Etats ont attribué à l'information (médias, système et idéologie) une fonction de développement économique, social et culturel dans la plupart des cas, au détriment des libertés individuelles et collectives (exemple : les différents textes du FLN relatifs au rôle et aux missions de l'information). «L'information, intégrée dans une organisation planifiée et dirigée par les partis uniques, qui, même sans se référer au marxisme-léninisme, nient les libertés individuelles dans l'espoir que les procédures associées construiront d'abord un ordre social nouveau pour libérer l'homme de la faim, sinon de la peur.» Si une telle approche pouvait objectivement se justifier à l'époque, compte tenu du contexte national et international qui régissait les rapports de forces planétaires et de l'aspiration légitime à la liberté par les peuples qui s'affranchissaient du joug colonial, à l'instar des Algériens, il serait malaisé et historiquement malhonnête intellectuellement de reprocher à nos dirigeants, dont beaucoup appartiennent à la génération de Novembre 54, d'avoir épousé cette voie dans de telles conditions historiques ; en revanche, aujourd'hui, il s'agit, pour ceux qui sont encore aux commandes, de leur interpellation par l'ensemble de la société quant à leur capacité d'opérer leur mue, en s'adaptant aux exigences de la démocratie, aux risques que ces revendications ne s'imposent à eux d'elles-mêmes et en dehors d'eux.

Il apparaît, à l'évidence, qu'il s'agit d'une problématique fondamentalement politique qui doit présider et être au cœur de toute refonte du cadre juridique et réglementaire du système médiatique national et non d'un «juridisme édulcoré» de son sens philosophique, et, serions-nous tentés de dire, «humaniste», pour «ruser» avec la vérité pressante des attentes citoyennes d'aujourd'hui.

De l'interventionnisme du pouvoir et de la domination des forces de l'argent

Pour être libre, l'information de façon générale et l'entreprise de presse de façon particulière doivent être mises à l'abri de deux risques majeurs : l'interventionnisme du pouvoir et la mainmise des forces de l'argent. A ce propos, la conception de la presse en Europe vers la fin du XIX^e siècle liait la liberté de la presse à la liberté d'entreprendre, donc à la liberté d'entreprise, en mettant l'accent sur les impératifs économiques, financiers et commerciaux. Une telle approche, sous-tendue par une conception libérale de l'économie, favorisée par l'évolution rapide du progrès technique et scientifique ainsi que l'émergence de barrières technologiques nécessitant des besoins de financement de plus en plus accrus a permis aux forces de l'argent (les capitaux) d'occuper le monde des médias dans le but d'en faire un marché. En Occident, de nombreux